3 mai 2011 : Journée internationale de la liberté de la presse

Reporters sans frontiÃ¨res, 03/05/2011Trente-huit chefs dâ€™Etat ou chefs de guerre sÃ¨ment la terreur parmi les journalistesSept prÃ©dateurs de la libertÃ© de la presse en AfriqueSur le continent africain, les prÃ©dateurs sont : Yahya Jammeh, prÃ©sident de la RÃ©publique de Gambie ; Issaias Afeworki, prÃ©sident de la RÃ©publique d'ErythrÃ©e ; Teodoro Obiang Nguema, prÃ©sident de la RÃ©publique de GuinÃ©e Ã©quatoriale ; Paul KagamÃ©, prÃ©sident de la RÃ©publique du Rwanda ; Robert Mugabe, prÃ©sident de la RÃ©publique du Zimbabwe : Mswati III, roi du Swaziland ; et les milices islamistes armÃ©es (Al-Shabaab, Hizb-Al-Islam) en Somalie.
Lire leur portrait sur : www.rsf.org/Ils ne sont pas les seuls ennemis de la libertÃ© de la presse sur le continent, mais ils incarnent plus que d'autres la rÃ©pression sur les journalistes et portent une responsabilitÃ© directe dans la situation trÃ¨s inquiÃ©tante des mÃ©dias dans leurs pays respectifs. Ogbonna Onovo, ancien inspecteur gÃ©nÃ©ral de la police nationale au NigÃ©ria, n'est plus en poste et disparaÃ®t logiquement de la liste des prÃ©dateurs. L'Agence nationale des renseignements (ANR) en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo se trouve en revanche aux portes de cette liste parce qu'elle multiplie les arrestations arbitraires de journalistes et les interrogatoires musclÃ©s. Reporters sans frontiÃ¨res gardera sur l'ANR un oeil attentif en 2011, annÃ©e Ã©lectorale Ã haut risque pour les professionnels des mÃ©dias. Certains pays, comme le Soudan ou la CÃ´te d'Ivoire par exemple, connaissent des situations trÃ¨s prÃ©occupantes, sans pour autant qu'un prÃ©dateur plutÃ´t qu'un autre soit particuliÃ¨rement identifiable. Moyen-Orient : les prÃ©dateurs de la libertÃ© de la presse vacillentChevilles ouvriÃ¨res d'un appareil de rÃ©pression, responsables politiques d'un rÃ©gime hostile aux libertÃ©s, organisateurs directs de campagnes de violences contre les journalistes, ils sont les prÃ©dateurs de la libertÃ© de la presse. Les mÃ©dias sont leur proie.Voir la liste des prÃ©dateurs (http://fr.rsf.org/predator-bachar-al-assad,37174.html)Trente-huit prÃ©dateurs en 2011. Honneur Ã lâ€™Afrique du Nord et au Moyen-Orient oÃ¹ se sont jouÃ©s les Ã©vÃ©nements les plus intenses, les plus passionnants, mais aussi les plus tragiques de ces derniers mois. C'est dans le monde arabe que des changements importants ont marquÃ© la liste des prÃ©dateurs 2011. Certaines tÃªtes sont tombÃ©es. La premiÃ¨re, celle du prÃ©sident tunisien Zine el-Abidine Ben Ali qui a quittÃ© le pouvoir le 14 janvier 2011, ouvrant Ã son peuple tout le champ des possibles dÃ©mocratiques.Les statues d'autres prÃ©dateurs, comme celle du YÃ©mÃ©nite Ali Abdallah Saleh, dÃ©passÃ© par vague de protestations qui gagne son pays, ou de son homologue syrien Bachar al-Assad, qui rÃ©pond par la terreur aux aspirations dÃ©mocratiques, pourraient vaciller sur leur socle. Que dire de Mouammar Kadhafi, Guide de la RÃ©volution libyenne, devenu guide d'une violence sourde Ã la raison contre son peuple ? Que dire du BahreÃ¯n oÃ¹ le roi Ben Aissa Al-Khalifa devrait un jour rÃ©pondre de la mort en dÃ©tention de quatre militants, dont celle du fondateur du seul journal d'opposition, et d'une vaste opÃ©ration de rÃ©pression contre les manifestants en faveur dâ€™une ouverture dÃ©mocratique d pays.Dans la rÃ©gion, la libertÃ© d'expression constitue lâ€™une des premiÃ¨res revendications des populations, et parfois lâ€ des premiÃ¨res concessions des rÃ©gimes de transition. Un acquis encore fragile.Tentatives de manipulation de correspondants Ã©trangers, arrestations et dÃ©tentions arbitraires, expulsions, interdictions d'accÃ¨s, intimidations, menaces, la liste des exactions contre la presse pendant le Printemps arabe donne le tournis. Dans ces quatre pays (Syrie, Libye, BahreÃ¯n, YÃ©men), le travail d'obstruction de l'information a Ã©tÃ© jusqu'au meurtre, comme dans le cas de Mohamed Al-Nabous, tuÃ© le 19 mars par un sniper Ã Benghazi (Libye), ou des deux journalistes tuÃ©s au YÃ©men, le 18 mars, directement visÃ©s par des snipers Ã la solde du pouvoir.On a dÃ©nombrÃ© en Libye plus d'une trentaine de cas de dÃ©tention arbitraire et tout autant d'expulsions de correspondants Ã©trangers. Les mÃ©thodes sont similaires en Syrie, au BahreÃ¯n et au YÃ©men oÃ¹ le pouvoir multiplie les efforts pour tenir la presse Ã l'Ã©cart afin qu'elle ne diffuse les images de la rÃ©pression.La presse a rarement Ã©tÃ© autant un enjeu dans les conflits. Ces rÃ©gimes d'oppression, dÃ©jÃ traditionnellement hostiles Ã la libertÃ© de la presse, ont fait du contrÃ´le de l'information une des clÃ©s de leur survie.Les journalistes ont Ã©tÃ© soit pris dans le feu croisÃ© des violences entre militants et forces de l'ordre, soit les cibles directes des autoritÃ©s, nous rappelant dans les deux cas les risques quâ€™ils encourent dans leur indispensable mission d'information.Les photojournalistes, souvent en premiÃ¨re ligne des violences, en premiÃ¨re ligne de l'information, ont payÃ© un lourd tribut depuis le dÃ©but de l'annÃ©e. Reporters sans frontiÃ¨res rend hommage au Franco-Allemand Lucas Melbrouk Dolega, touchÃ© le 14 janvier 2011 par les forces de sÃ©curitÃ© lors d'une manifestation Ã Tunis et dÃ©cÃ©dÃ© tro jours plus tard, au Britannique Tim Hetherington travaillant pour Vanity Fair et Ã lâ€™AmÃ©ricain Chris Hondros de Getty images, tuÃ©s par un tir de mortier Ã Misrata (Libye) le 20 avril 2011.Dans le reste du mondeEn Asie, certains dirigeants ont Ã©tÃ© remplacÃ©s, sans que cela ne remette en cause le systÃ¨me liberticide quâ€™ils incarnaient. Thein Sein a pris la pla de Than Shwe Ã la tÃªte de la Birmanie. Au ViÃªt-nam, le Parti communiste a Ã©lu Ã sa direction Nguyen Phu Trong pour succÃ©der Ã Nong Duc Manh. Dans ces deux pays, oÃ¹ 14 journalistes (Birmanie) et 18 net-citoyens (ViÃªt-nam) sont actuellement en prison, un prÃ©dateur en a remplacÃ© un autre. Ils sont le symbole de deux rÃ©gimes qui ont mis en place un appareil pÃ©nal au service de la censure ne laissent entrevoir aucun espoir d'ouverture. Logique de parti unique, intÃ©rÃªts de clan et unitÃ© nationale caractÃ©risent ces dictatures refermÃ©es sur elles-mÃªmes, rendues nerveuses par les mouvements de libÃ©ration dÃ©mocratique.Lâ€™onde de choc du Printemps arabe n'est pas sans effet sur la politique menÃ© par les prÃ©dateurs chinois, le prÃ©sident Hu Jintao, et azerbaÃ¯djanais, le prÃ©sident Ilham Aliev, qui craignent un effet de contagion. Plus de trente dissidents, avocats et dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme ont Ã©tÃ© mis au secret par les autorit de PÃ©kin, sans quâ€™il soit possible dâ€™obtenir des informations sur leur sort. RÃ©cemment, lâ€™artiste internationalemen Ai Wei Wei a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© et placÃ© en dÃ©tention dans un lieu inconnu. Les tentatives de manifestation Ã Bakou, en AzerbaÃ¯djan, sur le modÃ¨le des revendications arabes amÃ¨nent aussi les autoritÃ©s de ce pays Ã multiplier les manÅ“uvres contre les opposants et la presse : incarcÃ©ration des activistes prÃ©sents sur Facebook, enlÃ¨vement et intimidation de correspondants du titre dâ€™opposition Azadlig, interpellation et passage Ã tabac de journalistes tentant de couvrir la contestation, blocage dâ€™Internet.D'autres prÃ©dateurs, enfin, restent tragiquement Ã©gaux Ã eux-mÃªmes : les prÃ©sidents Issaias Afeworki, en ErythrÃ©e, Gourbangouly Berdymoukhamedov, au TurkmÃ©nistan, Kim Jong-il, en CorÃ©e du Nord, dirigent les pires rÃ©gimes totalitaires du monde ; leur cruautÃ© est ahurissante. Centralisation Ã l'extrÃªme du pouvoir,

purges, propagande omniprÃ©sente ne laissent aucun espace de libertÃ©.Les prÃ©dateurs iraniens - Mahmoud Ahmadinejad rÃ©Ã©lu Ã la prÃ©sidence de la RÃ©publique islamique dâ€™Iran en juin 2009, et Ali Khamenei, Guide suprÃªme - sont les m dâ€™Å“uvre dâ€™une rÃ©pression implacable, rythmÃ©e par des procÃ¨s staliniens contre lâ€™opposition politique, les journa dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme. Depuis juin 2009, plus de 200 journalistes et blogueurs ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, 40 sont toujours emprisonnÃ©s. PrÃ¨s dâ€™une centaine ont Ã©tÃ© contraints de fuir le pays. 3 000 journalistes se retrouvent actuellement sans emploi, victimes de la suspension des journaux ou sous le coup dâ€™une interdiction imposÃ©e Ã leur rÃ©daction de les rÃ©embaucher. Reporters sans frontiÃ¨res appelle Ã lâ€™envoi urgent du rapporteur spÃ©cial sur la questio des droits de lâ€™homme en Iran, comme dÃ©cidÃ© par la rÃ©solution votÃ©e par le Conseil des droits de l'homme des Natio unies, le 24 mars 2011.De l'autre cÃ´tÃ© de l'Atlantique, un prÃ©dateur remarquÃ© fait son entrÃ©e dans la liste des prÃ©dateu de la libertÃ© de la presse : les milices du propriÃ©taire terrien Miguel FacussÃ© Barjum, au Honduras, qui depuis le coup d'Etat du 28 juin 2009, ont les coudÃ©es franches pour mater la presse d'opposition avec la complicitÃ© rÃ©guliÃ¨re de lâ€™armÃ©e et de la police. En premier lieu les petites et souvent modestes radios communautaires qui, tel David contre Goliath, bataillent contre de gros intÃ©rÃªts Ã©conomiques et politiques.Pakistan et CÃ´te dâ€™Ivoire : deux prioritÃ©s de lâ€™annÃ©eReporters sans frontiÃ¨res continuera d'approfondir son travail sur les atteintes commises par le crime organisÃ© contre la libertÃ© de la presse. Un premier rapport rendu public en mars 2011, sera Ã©tayÃ©, alors que la Haut Commissaire aux droits de lâ€™homme des Nations unies, Navanethem Pillay, doit se rendre au Mexique dans les prochains mois (7 journalistes tuÃ©s en 2010).MÃªme problÃ©matique au Pakistan, oÃ¹ continue la triste litanie des meurtres de journalistes (14 journalistes tuÃ©s en un peu plus d'un an). Le pays reste l'un des plus dangereux au monde pour la presse. Les rÃ©dactions des rÃ©gions les plus exposÃ©es doivent renforcer les mÃ©canismes de protection de leurs journalistes, trop souvent exposÃ©s au danger.Dans ces deux Etats, ainsi quâ€™aux Philippines, une rÃ©alitÃ© nâ€™aide pas Ã la sÃ©curisati presse, lâ€™impunitÃ© : lâ€™incurie des potentats locaux, la libertÃ© insultante des mafias, la corruption font que, rarement, le exactions contre les journalistes aboutissent Ã un rÃ©sultat dâ€™enquÃªte probant. Aucun progrÃ¨s pour la libertÃ© de la pres ne peut jamais Ãªtre enregistrÃ© sans lutte efficace contre l'impunitÃ©.Concernant Internet, la prioritÃ© de Reporters sans frontiÃ¨res portera sur la dÃ©fense de la neutralitÃ©, mise Ã mal par plusieurs projets de loi. L'organisation observe avec inquiÃ©tude une pression accrue, et plus ou moins intense selon la nature des rÃ©gimes, sur les entreprises du secteur et notamment les fournisseurs d'accÃ¨s pour qu'ils assument un rÃ´le de rÃ©gulateur du Net.La CÃ´te dâ€™Ivoire aura Ã©tÃ© au de lâ€™actualitÃ© ces derniers mois et reste une prioritÃ© pour Reporters sans frontiÃ¨res depuis sa mission de monitoring des mÃ©dias lors de la campagne pour lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle d'octobre-novembre 2010. Des attaques contre les journalist favorables Ã Alassane Ouattara jusquâ€™aux risques rÃ©cents dâ€™une chasse aux sorciÃ¨res contre ceux pro-Gbagbo, une son rival installÃ© au pouvoir dÃ©but avril, lâ€™organisation a suivi de prÃ¨s la crise et reste attentive aux dÃ©veloppements futurs.En Turquie (Reporters sans frontiÃ¨res a menÃ© une mission Ã Istanbul dans le courant du mois dâ€™avril 2011), au-de des lois liberticides, notamment celle sur le terrorisme et les atteintes Ã la sÃ»retÃ© de lâ€™Etat, câ€™est toute une pratique excessive de la justice due Ã l'ignorance des magistrats sur le travail de la presse dâ€™investigation qui est en cause. Ce phÃ©nomÃ¨ne a Ã©tÃ© rÃ©cemment illustrÃ© par lâ€™incarcÃ©ration dâ€™Ahmet Sik et de Nedim Sener, deux journalistes r pour leurs enquÃªtes poussÃ©es sur l'affaire Ergenekon, et le fonctionnement de la justice et de la police turques.Dans la rÃ©gion autonome du Kurdistan irakien, les forces de sÃ©curitÃ© des partis de gouvernement rÃ©pondent Ã la rÃ©cente exaspÃ©ration des foules par un dÃ©chaÃ®nement de violences, dont les journalistes font les premiers les frais.Le ViÃªt-nam, aux mains d'un Parti communiste qui reprend au grand frÃ¨re chinois son modÃ¨le de gestion de la chose publique et de rÃ©pression, multiplie les poursuites judiciaires contre journalistes et net-citoyens. La Chine toujours, l'Iran toujours, ces deux grands pays dÃ©vorateurs de leurs journalistes, sont suivis de prÃ¨s par notre organisation.Pour de nombreux pays comme l'AzerbaÃ¯djan et le ViÃªt-nam, l'ErythrÃ©e, les dictatures d'Asie centrale (TurkmÃ©nistan et OuzbÃ©kistan en tÃªte), le silence de la communautÃ© internationale est plus que coupable, il est complice. Nous appelons les Etats de droit Ã ne plus se cacher derriÃ¨re les intÃ©rÃªts Ã©conomiques et gÃ©opolitiques.